

Le Point

ARTICLE DE
PRESSE



Éric Servat : « L'eau mérite mieux que des débats d'émotion et de gestion de crise »

Loin des débats anxiogènes, l'hydrologue Éric Servat propose une vision optimiste de l'avenir de l'eau. Pour lui, solutions techniques et solidarité humaine peuvent encore éviter la crise annoncée.



Loin des débats anxiogènes, l'hydrologue Éric Servat propose une vision optimiste de l'avenir de l'eau. Pour lui, solutions techniques et solidarité humaine peuvent encore éviter la crise annoncée. Face aux discours alarmistes qui prédisent sécheresses pérennes et contaminations irréversibles, il propose une approche exigeante... mais rationnelle. Directeur du Centre international Unesco sur l'eau de Montpellier, l'hydrologue Éric Servat publie ce 3 septembre *Le Grand Défi de l'eau* (Harper Collins), une analyse lucide de la crise hydrique mondiale destinée au grand public.

Expert mondialement reconnu dans le domaine de l'eau, il dresse un constat sans concession : la France accumule les retards sur une ressource qui sera de plus en plus rare. Entre déni politique et tabous technologiques, l'hydrologue plaide pour une révolution dans notre rapport à l'or bleu... Et dans notre rapport à la science, et au débat. Lucide sur les défis à relever, il refuse le renoncement et démontre que face à l'urgence, raison et espoir feront la différence. Entretien.

Le Grand défi de l'eau : le plaidoyer d'un hydrologue pour la raison, l'espoir et l'action ", Eric Servat, Harper Collins, 18€90.

Le Point : Votre livre se présente comme « le plaidoyer d'un hydrologue pour la raison, l'espoir et l'action ». L'eau est devenue un sujet d'inquiétude, dont on parle presque quotidiennement dans les médias. Et pourtant, selon vous, on en parle mal...

Éric Servat : L'avenir de la planète et celui de l'humanité sont indissociablement liés à cette problématique. Chaque citoyen a déjà pu mesurer à quel point la question de l'eau – sa disponibilité, sa qualité, son usage quotidien, le risque qu'elle devienne rare – est devenue incontournable. Sans eau, pas de vie, l'équation est aussi simple que cela. Pourtant, les réponses collectives tardent à émerger. J'ai voulu m'adresser au grand public car, sur ce sujet crucial, omniprésent dans les médias, le manque d'informations fiables est paradoxalement criant.

Le sujet est souvent abordé dans un cadre émotionnel ou conflictuel, lors de crises ou de débats polarisés, où l'on entend tout et n'importe quoi. Or le grand public a besoin d'éléments de connaissance pour saisir à leur juste mesure ces enjeux. Si ce livre fait réfléchir, en montrant que les choses ne sont pas aussi simples ou tranchées qu'on le dit, alors je n'aurai pas perdu mon temps.

Quels sont les ordres de grandeur que l'on ignore souvent ?

L'opinion publique a aujourd'hui pris conscience de la fragilité de cette ressource, mais elle manque d'éléments permettant la prise de recul nécessaire à toute réflexion. Cette confusion est renforcée par le fait que dans les pays développés, l'eau est invisibilisée. L'eau du robinet nous paraît « couler de source », comme si elle était naturelle, sans que nous ayons conscience de l'énorme infrastructure que requiert sa collecte, son acheminement, son traitement : en France, 960 000 kilomètres de canalisations, plus de 32 200 captages, 16 900 stations de production d'eau potable...

Pour un prix moyen dérisoire de 4,30 euros la tonne. C'est vertigineux. Grâce à la technologie, l'eau est devenue banale. On en use sans y penser, et on la gaspille. En France, un litre sur cinq est perdu dans les réseaux d'adduction, soit un milliard de m³ par an, l'équivalent de la consommation annuelle cumulée de 18 millions de personnes ! Un gaspillage insensé, qui montre le peu d'importance accordée à l'eau.

Pour replacer les ordres de grandeur : le volume total d'eau sur Terre est stable depuis des milliards d'années, autour de 1,4 milliard de km³, incluant océans, mers, fleuves, rivières et lacs. Mais l'eau douce, celle qui nous est utile, ne représente que 2,8 à 3 % de ce volume, et une grande partie de cette eau douce est piégée dans les glaces de l'Antarctique. En clair, nous devons nous débrouiller avec 0,8 % d'eau potable disponible. Et cela dans un contexte où la population mondiale passera de près de 8 milliards en 2020 à près de 10 milliards en 2050, soit une augmentation de 25 %. Il faudra nourrir, hydrater, vêtir, loger ces 2 milliards d'humains supplémentaires, des activités toutes consommatrices d'eau.

Non seulement l'eau est une ressource rare, mais elle est mal distribuée à l'échelle planétaire : 9 pays concentrent 60 % de la ressource (comme la Russie, les États-Unis, le Brésil), tandis que beaucoup d'endroits souffrent d'un manque structurel. Aujourd'hui, plus de 3 milliards de personnes ne peuvent se laver les mains correctement, et 2 milliards n'ont accès qu'à une eau contaminée par des matières fécales. Dans certains pays, l'accès à l'eau relève d'un combat quotidien : l'ONU considère que l'eau est « accessible » si le trajet aller-retour pour la chercher prend moins de 30 minutes. Imaginez : chaque matin, et parfois plusieurs fois par jour, 15 minutes avec des bidons, chargés comme des mules, pour ramener l'eau utile à sa famille...

Quelles sont les dimensions sociétales et sociales de cette crise que l'on sous-estime ?

Les problématiques varient : trop d'eau ici (inondations), pas assez là (sécheresse), pollution intrinsèque ailleurs (comme l'arsenic dans les sols en Inde ou au Bangladesh). La santé est cruciale : chez nous, on s'inquiète de traces de pesticides ou de micropolluants, qui ne dépassent pourtant pas les seuils de toxicité. Mais on oublie que, ailleurs, des enfants meurent en trois jours d'une eau contaminée...

Dans de nombreux pays, ce sont les femmes et les filles qui, chaque jour, vont chercher l'eau pour la famille. Ce qui se traduit quotidiennement dans le monde par 200 millions d'heures de scolarité

perdues pour les filles. Pendant ce temps, leurs frères vont à l'école, et l'eau, vitale, devient un facteur de discrimination supplémentaire, creusant les inégalités au regard de l'instruction reçue par les enfants.

Enfin, l'eau peut générer des conflits géopolitiques. Les Éthiopiens construisent un barrage de 50 milliards de m³ sur le Nil Bleu (le Grand Barrage de la Renaissance éthiopienne), ce qui crispe les Égyptiens, dépendants du fleuve pour plus de 90 % de leur eau. Cela pourrait dégénérer en guerre, comme dans d'autres bassins transfrontaliers (Tigre-Euphrate, Indus, etc.). L'eau n'est pas insignifiante. Elle rassemble ou divise l'humanité depuis toujours.

Quelles menaces amplifient cette rareté ?

Deux grandes menaces : le changement climatique, accélérateur du cycle hydrologique, et la croissance démographique couplée à l'urbanisation. Le climat modifie la répartition de l'eau : le réchauffement entraîne davantage de vapeur d'eau dans l'atmosphère, moins de précipitations régulières, des étés plus secs et longs, des événements extrêmes plus violents... L'eau ne disparaît pas, mais sa disponibilité devient irrégulière. L'arc méditerranéen est un « hot spot » : entre avril 2022 et avril 2023, les Pyrénées-Orientales ont reçu moins de 250 mm de pluie, ce qui équivaut à un régime désertique.

En parallèle, l'augmentation de la population entraîne une explosion des besoins. Les villes grossissent, souvent dans des zones arides. Ajoutez l'agriculture (qui représente 72 % de la consommation mondiale d'eau), l'industrie (20 %) et les usages domestiques (10 %)... Sans action, des milliards d'êtres humains risquent la pénurie.

Pensez-vous que le réveil mondial est trop tardif ? Les pays peuvent-ils s'entendre sur un programme commun ?

Le réveil est tardif mais réel. L'ONU a organisé une conférence sur l'eau en 2023, la première depuis 1977 – près de 50 ans ! Mais une autre est prévue en 2026, puis 2028, signe d'une dynamique. Cependant, il n'y a pas de COP dédiée à l'eau, et aucun ministère en France ne lui est spécifiquement consacré. Les pays peuvent s'entendre, mais il n'existe pas de solution unique. C'est le paradoxe de l'eau : la problématique est universelle, mais les réponses ne peuvent être que locales, adaptées au climat, à la géographie, la géologie, l'économie, l'histoire, la culture. Israël, par exemple, recycle 85 % de ses eaux usées ; la Namibie les potabilise... La France ose à peine en débattre.

La France devra pourtant, elle aussi, affronter ce défi, alors que la température s'y réchauffe plus vite que dans d'autres parties du globe ?

L'eau est le premier marqueur du réchauffement climatique, et la France reste choyée. Il pleut encore raisonnablement, même trop parfois dans certaines régions. Ailleurs, les Pyrénées-Orientales sont en crise, et des territoires comme l'Hérault ou le Gard ont connu des sécheresses en 2022-2023, avec des villes ravitaillées par camions-citernes. Le changement climatique affecte la régularité des précipitations, avec des étés plus secs dans le Sud. L'activité touristique explose la population estivale, quand l'eau est la plus rare. Pourtant son prix reste bas (4,34 €/m³ en moyenne, moins de 1 % du budget ménager), ce qui ne contribue pas à lui redonner la place centrale qu'elle devrait avoir.

Augmenter les tarifs inciterait à la sobriété. À Montpellier, une tarification progressive et solidaire a été mise en place, avec les 15 premiers m³ gratuits, puis, les prix augmentant progressivement, une aide directe est versée à destination des foyers les plus modestes, en fonction du quotient familial, afin de protéger les plus démunis, notamment les familles nombreuses. Il faut se préparer à cette inévitable augmentation du prix de l'eau : détecter et traiter de nouveaux polluants (PFAS, micropolluants) coûte cher.

« La sobriété est une notion importante, mais réduire de 10 % nos consommations, comme le prévoit le Plan Eau adopté en 2023, n'est pas adapté à la réalité des besoins. »

Pourtant, vous pointez un certain « attentisme » français...

Oui, d'une certaine manière. Nous sommes toujours pilotés par la loi sur l'eau mise en œuvre en 1964, et notre organisation a finalement peu évolué. Nous n'avons pas travaillé sur des ressources alternatives, comme s'il y avait d'autres priorités qu'anticiper l'impact du réchauffement climatique. Aujourd'hui, le problème nous rattrape. L'exemple des fuites dans les réseaux d'eau potable est révélateur... Pouvons-nous continuer tranquillement à perdre un milliard de mètres cubes d'eau dans nos réseaux d'adduction d'eau potable chaque année ? Cela n'a aucun sens. Le gouvernement a récemment annoncé 180 millions d'euros d'aide pour les réparer... Mais il faudrait chaque année 2 à 3 milliards.

Pendant ce temps, le débat public se focalise sur les piscines privées...

La France préfère souvent débattre de symboles plutôt que d'affronter la complexité des sujets. Cela me désole. Les quelque 3,5 millions de piscines qui existent en France consomment environ 50 millions de mètres cubes d'eau par an. Quand on compare ce volume au milliard de mètres cubes perdu dans les fuites de réseaux, on comprend que ce n'est pas la bonne façon d'aborder les choses. La sobriété est une notion importante, mais réduire de 10 % nos consommations, comme le prévoit le Plan Eau adopté en 2023, n'est pas adapté à la réalité des besoins. Dans certains domaines, des réductions de 20 % seront atteignables. Dans d'autres il sera impossible d'aller au-delà de 4 %... Il serait plus utile d'attirer l'attention des gens sur l'efficacité des dispositifs et l'efficience de l'utilisation de la moindre goutte d'eau.

Autre solution : la réutilisation des eaux usées (REUT). La France est-elle en retard ?

Oui : nous réutilisons environ 1 % de nos eaux usées traitées, contre 15 % en Espagne, 10 % en Italie, 85 % en Israël (avec 50 usines). La REUT est fiable, mais manque de volonté politique et d'investissements. En Namibie, on potabilise les eaux usées pour contrer l'aridité. Il faut accélérer là où ça a du sens, avec des moyens concrets. Le Plan Eau vise plus de 10 % d'ici 2030 ; c'est un début.

« Le stockage n'est pas à bannir ; c'est une solution de bon sens, si elle est adaptée localement. »

Vous dites que la France doit considérer toutes les solutions technologiques « sans tabous ». Mais ne sont-elles pas des illusions retardant les changements de comportements nécessaires ?

Je ne le pense pas, au contraire. On reproche par exemple au dessalement de l'eau de mer d'être énergivore et de produire des saumures polluantes pour les écosystèmes marins. Mais nous ne

pouvons plus nous permettre le luxe de refuser cette solution par principe. À Montpellier, par exemple, l'Institut Européen des Membranes développe des procédés réduisant la consommation d'énergie de 25-30 %. Des laboratoires travaillent sur le recyclage des saumures en matériaux utiles (hydrogène, hydroxyde de sodium).

Mondialement, 100 millions de m³ sont dessalés par jour. Les stations évoluent : celles d'aujourd'hui consomment beaucoup moins d'énergie que celles d'il y a 20 ans. Et en France, cette énergie est largement décarbonée : c'est un atout qui pourrait nous permettre d'adopter cette solution, non pas partout, mais où c'est pertinent localement. Comme dans les Pyrénées-Orientales. À Barcelone, juste de l'autre côté de la frontière, une usine dessert 200 000 m³/jour, et une autre est en construction. Cela pourrait soulager Perpignan, libérant de l'eau pour d'autres usages.

Le stockage de l'eau, comme les « méga-bassines », suscite des affrontements. Faut-il l'écarter ?

Non, c'est même un tabou détestable : l'eau doit réunir, pas opposer. Débattons sereinement. Le stockage n'est pas à bannir ; c'est une solution de bon sens, si elle est adaptée localement. Des retenues collinaires, alimentées par le ruissellement peuvent être tout à fait pertinentes, comme peuvent l'être des retenues de substitution là où les nappes phréatiques, très réactives, se remplissent et se vident rapidement. Pomper en hiver sous conditions strictes (niveau de nappe, calendrier) permet de récupérer de l'eau qui serait autrement perdue.

En Vendée, depuis des années, cela aide l'agriculture sans épuiser les nappes. En revanche, puiser de l'eau dans des nappes inertielles (lentes) serait parfaitement idiot. En clair : certains endroits s'y prêtent, d'autres non. L'absolutisme est absurde ; adaptons-nous aux contextes. Historiquement, l'humanité a toujours stocké l'eau. La France stocke aujourd'hui très peu comparativement à ses voisins. Nous avons une marge pour agir.

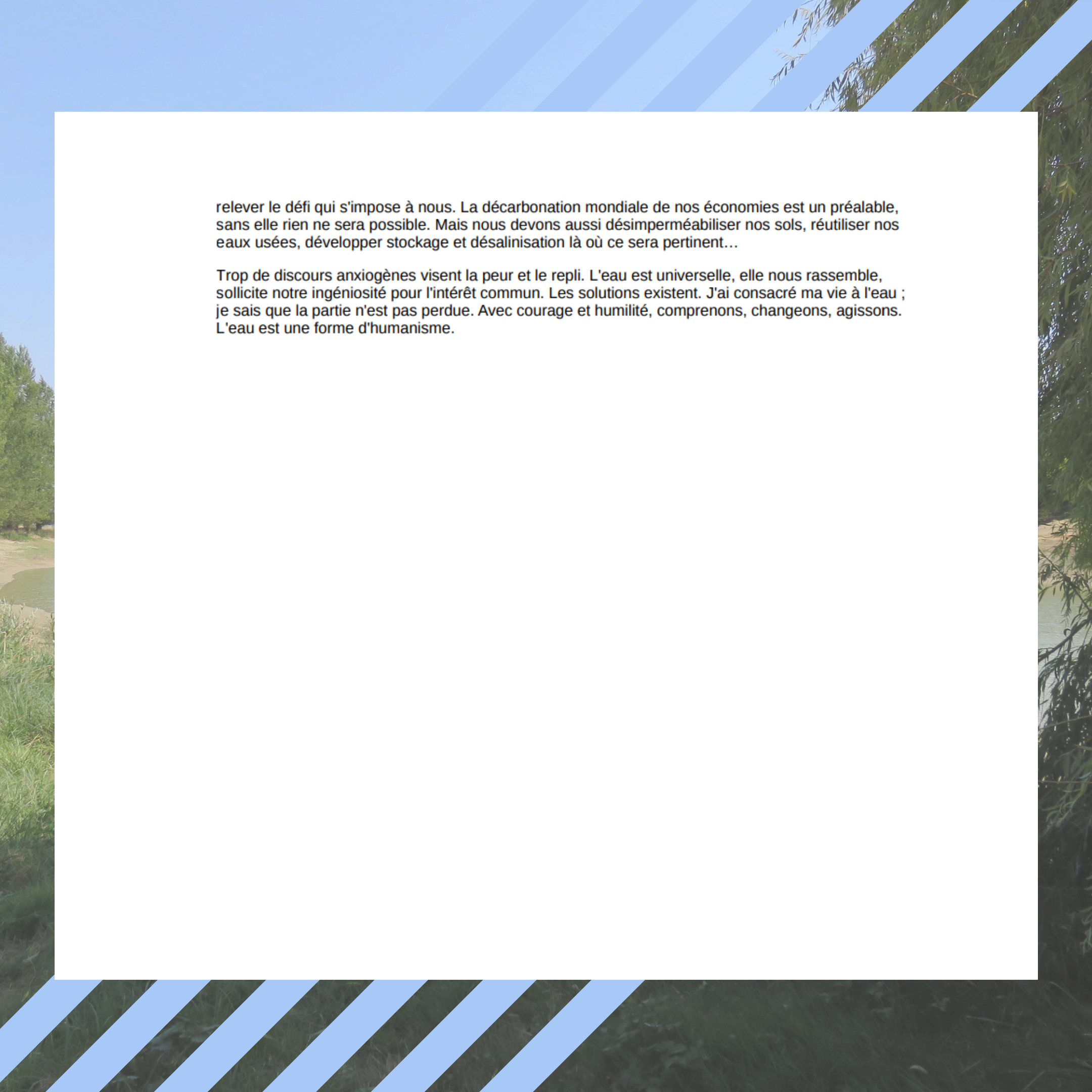
L'agriculture intensive est souvent pointée du doigt comme responsable de la surconsommation. Faut-il l'abandonner ?

Non, c'est un raccourci. L'agriculture consomme 72 % de l'eau mondiale, mais en France, où la proportion est plus faible, elle nourrit à prix raisonnables. Philippe Mauguin, le président de l'INRAE, le dit très bien : l'agriculture de demain devra être durable ET intensive, en intégrant à la fois les progrès de la génétique, du biocontrôle, l'agronomie renforcée, le numérique pour une irrigation efficiente (capteurs, drones, etc.). Les agriculteurs sont intelligents ; discutons avec eux. Les bassines peuvent accompagner une transition : dans 20-30 ans, les conditions empireront, exigeant de toute manière des modifications profondes.

De plus, la France a un devoir de solidarité : nous produisons dans un climat favorable, aidant des pays africains en difficulté alimentaire. Sortons des discours d'enfants gâtés. Nous avons le devoir de maintenir notre solidarité à l'égard de populations qui en ont besoin.

Au final, vous êtes optimiste : la science et la technologie suffiront-elles ?

Je ne suis pas techno-solutionniste – un raccourci trop souvent brandi par certains pour éviter le débat. La science et la technologie sont essentielles, mais pas seules. Inclurons les dimensions culturelles, sociales : sensibiliser au gaspillage, changer notre regard sur l'eau. L'intelligence collective pour des compromis entre usages compétitifs. Mais, oui, l'humanité a les moyens de



relever le défi qui s'impose à nous. La décarbonation mondiale de nos économies est un préalable, sans elle rien ne sera possible. Mais nous devons aussi désimperméabiliser nos sols, réutiliser nos eaux usées, développer stockage et désalinisation là où ce sera pertinent...

Trop de discours anxiogènes visent la peur et le repli. L'eau est universelle, elle nous rassemble, sollicite notre ingéniosité pour l'intérêt commun. Les solutions existent. J'ai consacré ma vie à l'eau ; je sais que la partie n'est pas perdue. Avec courage et humilité, comprenons, changeons, agissons. L'eau est une forme d'humanisme.